

EXPOSITION

PHOTOGRAPHIES ET PEINTURES
DOMI DECKER

Samedi 4 et
Dimanche 5 Octobre

SCÈNE (S)

Maison des Carmélites
83 rue Victoire de la Marne-52000 Chaumont
Entrée libre et gratuite de 10h00 à 19h00



VERNISSAGE : VENDREDI 3 OCTOBRE À PARTIR DE 18H30
Expo d'Octobre organisée par
le syndicat CGT des retraité-es de Chaumont

Domi Decker

« Photographe de formation, j'ai parcouru pendant de nombreuses années les coulisses des festivals, observant la rencontre subtile entre ceux qui oeuvrent dans l'ombre et ceux qui brillent sous la rampe des projecteurs.

Les artistes, portés par la lumière, ne pourraient exister sans le savoir-faire silencieux des techniciens, véritables bâtisseurs de l'émotion. Ensemble, ils composent une œuvre commune où chaque geste, chaque note, chaque rayon de lumière compte.

Cette exposition souhaite montrer cette union, en mêlant leurs visages, leurs instants volés, leurs efforts partagés. Ces années m'ont aussi inspiré des peintures autour de la musique, que je présente en parallèle, prolongeant ainsi le dialogue entre image, son et couleur. »

Après la rencontre avec le 1er Ministre

JOURNÉE DE GRÈVE ET DE MANIFESTATIONS LE 2 OCTOBRE

PAGE 5

PAGE 2 : HÔPITAUX VIRTUELS ? ... LA TAXE
ZUCMAN ET LA COLÈRE DES MILLIARDAIRES ...

PAGE 3 : SOLIDARITÉ AVEC LES FEMMES
AFGHANES, UNE INITIATIVE D'AMNESTY
INTERNATIONAL ...

PAGE 4 : RETOUR SUR LE 18 SEPTEMBRE ...
POUR CHARLIE ET CONTRE LA GAUCHE ...
L'ABAISSEMENT DE FRANCE CULTURE ET
FRANCE 2 ...

PAGE 5 : LE PAVÉ DE RACHID, VILAIN MENTEUR
... HÔPITAL DE LANGRES OU PLATEAU
TECHNIQUE PRIVÉ DE ROLAMPONT ? ... LE RN
D'ACCORD AVEC LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ ...

PAGE 6 : FORTE MOBILISATION À BURE ...
CHÂINE HUMAINE POUR LA SÉCU ...

LA FRANCE RECONNAÎT L'ÉTAT DE PALESTINE

PAGE 3

SOLIDARITÉ
AVEC LE PEUPLE
PALESTINIEN
SAMEDI 27 SEPTEMBRE
11H CHAUMONT
PLACE DE L'HÔTEL DE VILLE

SUD HAUTE-MARNE

HÔPITAUX VIRTUELS ?

Le Jhm du 19 septembre a rendu compte de la commission permanente du Conseil départemental annonçant le calendrier de lancement des travaux et la livraison des hôpitaux de Chaumont, Langres et Bourbonne. Présentation classique, à l'aide de vidéos, assez commune dans ce genre de communication stéréotypée, surtout autour des murs. Des chiffres qui, apparemment, correspondent à l'enveloppe allouée, on verra, des dates d'ouverture à tenir, on verra. Chacun y va de sa petite phrase d'optimisme et de satisfaction. Paul Fournié y voit « l'investissement du siècle », comparable à celui du viaduc de Chaumont, d'autres « une chance », alors que ce n'est que devoir à l'égard des patients.

Les sentiments vont être partagés : satisfaction et soulagement pour certains, frustration et prudence pour d'autres. Mais le compte n'y est pas et le Jhm l'illustre sans doute inconsciemment dans son traitement médiatique. Chaumont devient « réalité » avec photo et texte conséquent, Langres pose encore des questions « à quoi ressemblera ... ? », photo et texte modeste. Le combat d'arrière-garde d'Égalité Santé autour de Rolampont, bien verrouillé par Bentz, a empêché une mobilisation autour des services à conserver à l'hôpital de Langres, la réanimation en particulier. Cette nécessaire mobilisation, nous l'avons sollicitée, sans retours et, aujourd'hui, leur responsabilité est grande dans le sous-équipement annoncé. Le service public est passé sous silence et Elsan, certainement à l'origine de la distribution des services, se dit satisfait, sans doute dans la mesure où le privé conserve les domaines les plus lucratifs, comme la chirurgie.

Enfin, les murs, si attrayants et fonctionnels soient-ils, ne sont rien sans personnel suffisant, formé, considéré. Le président Lacroix se risque à une petite évocation à ce sujet, les propositions de budget assénant des milliards d'économies sur les dépenses publiques, dont la santé, peuvent préoccuper quant aux moyens en personnel qui seront alloués. Quand on connaît l'importance de la médecine de ville dans le parcours menant à l'hospitalisation, on est inquiet.

Mais quand on sait que les élus de notre département soutiennent les budgets régressifs et refusent des initiatives contre la désertification médicale, on a le droit d'être encore plus inquiet.

Louis Laprade ?



Ci-dessus, image extraite de la vidéo : **Projection du futur hôpital de Chaumont**

<https://www.youtube.com/watch?v=1bO3GWbodbc>

TAXE ZUCMAN ET COLÈRE DES MILLIARDAIRES

Les milliardaires ne sont pas contents. En cause, la taxe Zucman, cet impôt de seulement 2 % sur le patrimoine de ceux qui possèdent plus de 100 millions d'euros. 1 800 familles seraient concernées. Une taxe soutenue par 86 % des Français qui en ont assez qu'un salarié ou un petit entrepreneur paie proportionnellement plus d'impôts qu'un milliardaire. Lui en paie deux fois moins que la moyenne des Français, grâce à des sociétés qui lui servent d'écran fiscal.

Le multimilliardaire Bernard Arnault, première fortune de France, qui possède plus de 75 marques de luxe (Louis Vuitton, Dior, Moët et Hennessy, Chaumet...) est le premier à monter au créneau et à traiter l'économiste Zucman de "pseudo universitaire" et de "militant d'extrême gauche". Lui qui a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 84 milliards d'euros, un bénéfice de 12,55 milliards et a touché 3 milliards de dividendes, exonérés de tout impôt. Si la taxe était votée, il devrait payer 3,8 milliards, soit 2% de sa fortune. Il en garderait pourtant 98 %, largement de quoi vivre...

Le président du Medef, Patrick Martin, lui aussi, a prévenu qu'une "grande mobilisation patronale" serait organisée si les impôts des entreprises étaient augmentés. Payer comme nous tous est insupportable à cette caste d'ultra-riches qui détient, en plus, la majorité des médias et des chaînes en continu où les journalistes sont là pour caricaturer et dénigrer cette mesure : « un frein à l'investissement », « une histoire de jalousie à la française », « un piège mortel » ou même « une balle dans la tête du soldat entrepreneur ».

Le parti de Marine Le Pen et de Jordan Bardella la refuse aussi car, selon eux, « c'est pour amuser la galerie gauchiste et ne rien rapporter », alors que l'on parle de 20 milliards. Rien n'arrête ces milliardaires qu'on engraisse avec de l'argent public et qui nous demandent de nous serrer encore plus la ceinture. « Taxer les riches ». Ce slogan n'a jamais été autant d'actualité.

Marie Rose patelli

DESSIN DE FRED SOCHARD



LA FRANCE RECONNAÎT L'ÉTAT DE PALESTINE

ENFIN ! C'est le mot que nous avons en tête ce 22 septembre, alors que s'ouvre aux Nations unies une semaine qui voit la France et d'autres pays reconnaître l'État de Palestine.

C'est une avancée très importante, même si nous ne sommes pas dupes des arrière-pensées qui l'accompagnent. Son retard aura laissé perpétrer le génocide toujours en cours à Gaza, la poursuite du nettoyage ethnique et de la colonisation en Cisjordanie.

Le président de la République française a donc solennellement, réaffirmé la voie de la solution à deux États devant l'Assemblée générale des Nations unies. Mais cet État, que la France reconnaît, peut-il être un État occupé et colonisé dont le peuple vivrait sous un régime d'apartheid ? Un État dont la moitié de la population resterait en exil du fait d'un droit au retour refusé par Israël, alors qu'il a été voté par l'ONU en 1948 ?

L'autodétermination est un droit inaliénable du peuple palestinien. Il ne peut être remis en cause par le cadre dans lequel certains entendent enfermer l'État de Palestine.

Pour que la reconnaissance de cet État change la vie du peuple palestinien, il est impératif de mettre fin à l'occupation, à la colonisation et à l'apartheid, d'appliquer les résolutions de l'ONU, le droit au retour des réfugiés, et d'imposer à Israël les sanctions seules susceptibles de le contraindre à respecter le droit.

Notre soutien à la cause palestinienne reste donc essentiel. Aussi, comment pourrions-nous ne pas fustiger l'attitude de Bruno Retailleau qui a donné l'ordre aux préfets de poursuivre les maires qui hisseraient le drapeau palestinien au fronton de leur Hôtel de Ville, au nom de « la neutralité du service public » ? Alors que les couleurs de l'Ukraine y sont accrochées depuis des mois sans que nul ne s'en émeuve.

Et comment ne pas rapprocher cette posture de celle de la préfète de Haute-Marne et du directeur des services de police qui, depuis deux ans, maintiennent leurs poursuites contre les militants, pour un rassemblement place de la mairie dont ils ignoraient l'interdiction.

Syndicat CGT des retraitées de Chaumont



AMNESTY
INTERNATIONAL



AFGHANES, SOLIDARITÉ !
DES VOIX QUI REFUSENT LE SILENCE
DU 19 SEPTEMBRE AU 8 OCTOBRE 2025
CHAUMONT

—CALENDRIER

19-20-21 ET 26-27-28

SEPTEMBRE

DE 14H À 19H

À L'IPHM

ancienne école Sainte Marie

EXPOSITION- VENTE DE BRODERIES AFGHANES

Les broderies sont issues du programme Guldusi dont l'objectif est de relier la culture afghane à celle du reste du monde

Entrée libre, vente de broderies et de livres sur place

Réalisation d'un mur de l'espoir

MARDI 30 SEPTEMBRE

À 18H30

À L'ESPACE BOUCHARDON

ancienne bibliothèque

RENCONTRE AVEC MURSAL SAYAS

Journaliste, réfugiée afghane et auteure du livre "Qui entendra nos cris ?"

Entrée libre, participation appréciée

SAMEDI 4 OCTOBRE

À 17H00

À LA SALLE ROBERT GENEST

Espace Rencontre du Cavalier

ATELIER DE DANSE AFGHANE ET SOIRÉE CONVIVIALE

Atelier de danse Afghane avec Mujtaba Qassem, suivi d'un temps convivial autour de mets afghans, ou non.

Réservation conseillée, entrée libre dans la limite des places disponibles

MERCREDI 8 OCTOBRE

À 20H00

À L'ESPACE BOUCHARDON

ancienne bibliothèque

AFGHANISTAN : RADIO BEGUM, LA VOIX DES RESISTANTES

Diffusion d'un film réalisé par Solène Chalvon-Fioreti et intervention de Saba CHAMAN, directrice de Radio Begum

Entrée libre, participation appréciée

POUR CHARLIE ET CONTRE LA GAUCHE

Ces derniers jours, toute l'extrême droite française, à commencer par le RN, s'est déclarée «Charlie», au nom de la liberté d'expression et en hommage à l'influenceur américain, récemment assassiné par balle, Charlie Kirk.

On parle ici d'un homme qui a contribué à l'élection de Trump en tenant des propos ultra-religieux, complotistes, racistes, homophobes, transphobes, anti-IVG, misogynes, antisémites, etc. Et bien entendu, alors que rien n'est moins sûr, tout le monde, derrière Trump, proclame que son assassin a été manipulé par la gauche. L'occasion était trop belle pour ne pas tomber à bras raccourcis sur ces salauds de wokistes qui mettent la civilisation blanche en danger de mort.

Une fois de plus, travestissant la vérité, l'extrême droite ose tout.

L'explication est pourtant simple et, pour le cas précis des Etats-Unis, elle tient tout entière dans une déclaration de Charlie Kirk, lui-même : «Il vaut malheureusement la peine de payer le prix de quelques décès par arme à feu chaque année pour que nous puissions conserver le deuxième amendement».

Cet amendement est celui qui permet à tous les Américains de porter une arme. Et les quelques morts dont parlait Kirk se comptent par milliers (voire dizaines de milliers) chaque année. Le taux de morts par armes à feu est aux USA de 25 fois supérieur à la moyenne des pays industrialisés.

Mais d'ordinaire, la très grande majorité des victimes est noire.

Lionel Thomassin

L'ABAISSMENT DE FRANCE CULTURE ET FRANCE 2

L'infamant parallèle entre les victimes de Charlie Hebdo et Charlie Kirk a curieusement été osé aussi sur France Culture. Ce qui a justement fait réagir le syndicat de journalistes SNJ-CGT de Radio-France. Car certes, on peut toujours condamner l'assassinat de quelqu'un en raison de ses idées, mais ça ne justifie pas de placer sur un même plan un diffuseur de haine et des personnes engagées contre l'intolérance.

Une semaine plus tôt, c'est à France Télévision que le SNJ-CGT avait jugé nécessaire de faire connaître son indignation. Il a relevé le fait que le journal de Léa Salamé sur France 2, très largement consacré au mouvement «Bloquons tout», n'avait été pratiquement vu que sous l'angle du maintien de l'ordre et de la gêne occasionnée pour ceux qui travaillent. On y a longuement développé la rhétorique policière, montrant comment les forces de l'ordre s'apprêtaient à mater des manifestants qui ne seraient bien souvent que des casseurs.

On aurait voulu faire peur pour dissuader les manifestants ordinaires qu'on ne s'y serait pas pris autrement.

Quelques obsessions de l'extrême droite ont été répétées, mais rien n'a été dit dans le journal sur les revendications sociales des participants, ni sur la partie non-négligeable des Français qui soutenait le mouvement.

Quand le service public, théoriquement indépendant de tout pouvoir, s'abaisse au niveau des médias de milliardaires...

Lionel Thomassin

18 SEPTEMBRE L'UNITÉ ÇA DONNE DES FORCES



Le compte est bon. Du moins en Haute-Marne. Journalistes et syndicalistes sont tombés d'accord sur les chiffres. Le 18 septembre, pour la journée d'action unitaire, près de 1400 personnes ont manifesté pour dire non aux propositions budgétaires antisociales concoctées conjointement par la droite, la macronie et le grand patronat. 600 à Saint-Dizier, 500 à Chaumont, 300 à Langres. Un beau succès à mettre à l'actif de l'unité syndicale, sans faille ni défaillance.

Le changement de Premier ministre effectué la veille de la manifestation n'aura en rien atténué la colère des manifestants. Sébastien Lecornu, fidèle lieutenant de Macron depuis 2017, recevait mercredi 24 septembre l'intersyndicale au grand complet.

Dans la manifestation du 18 septembre, une forte attente s'est fait jour pour poursuivre et accentuer la pression afin que le gouvernement abandonne son



Rue Victoire de la Marne



Les retraités étaient venus nombreux



DÉFENSE DE L'HÔPITAL DE LANGRES OU PROMOTION DU PLATEAU TECHNIQUE PRIVÉ DE ROLAMPONT ?

Pendant que la rumeur de l'organisation d'une manifestation le 4 octobre, pour la défense de l'hôpital de Langres, se répand dans le sud Haute-Marne, l'association Egalité santé organise des réunions de mobilisation sur le terrain non pour la défense de l'hôpital public, mais toujours et encore pour la promotion du plateau technique de Rolampont, comme on a pu le lire récemment dans le Jhm.

L'utilisation du mensonge et de la tromperie est l'ADN de cette association, qui joue sur la sensibilisation de la population aux problèmes de santé et à la défense des hôpitaux de proximité. Se greffent sur cette organisation tous les personnages politiques de droite du secteur, député RN en tête, les élections municipales de 2026 jouant le rôle de catalyseur.

Adriana Fernandez

LE RN D'ACCORD AVEC LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ !

Dans un entretien au JDD, Marine Le Pen a plaidé auprès du nouveau Premier ministre « *en faveur d'un budget comprenant des économies massives* ».

Mais dans quel secteur le RN veut-il couper des budgets ? Dans les hôpitaux, déjà à l'os où des patients meurent dans les couloirs des urgences, dans les écoles où il manque des professeurs, des AESH, des psychologues...où des enseignants ne sont pas remplacés...où des classes sont surchargées à plus de 30 élèves...

Les masques tombent !

Pourtant le RN n'ignore pas les 211 milliards de cadeaux aux ultra riches, d'après la commission d'enquête du Sénat.

N'y aurait-il pas un manque de recettes ? Les dépenses dans les services publics n'ont pas augmenté ces dernières années.

La taxe Zucman de 2% sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros (1800 foyers fiscaux) et l'impôt universel pour les exilés fiscaux rapporteraient une quarantaine de milliards d'euros. De quoi boucher le trou de la charge de la dette...

Pascal Pruvot

MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal est entendu. Merci à Arlette, Chantal, Jean-Pierre, Jean-Michel, Nicole, Daniel, Jean, Francine, Laurent, Guillaume, Xavier, Nathalie, Jean-François, André, Patricia, Alain, Aline, Francis, Olivier, Aurore et Éric, Marylène, Pierre, Rachel, Gérard, Michel, Mireille, Lionel, Luc, Anne et Franck, Maurice, Marie-Christine, Françoise et Jean-Paul, Christian, Anne-Marie, Richard et Josette, Anne-Marie, Francis et Christine, Gillette et Jean-Claude, Claudine, Jeanne, Liliane, Séverine, Patrice, Hervé, Marie-Thérèse, André et Josette, Claire, Marinette, Jean-Claude, François, Luc, Bernard, Simone, Jacqueline, Christine, Annie, Ludmilla, Michèle, Jean-Louis, Josette, Michel et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉ·ES CGT DE CHAUMONT

Nom : Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN·E MILITANT·E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

LE PAVÉ À RACHID



Vilain menteur !

Imaginez. Vous êtes dans la mouise. Parfois vous n'imaginez même pas. Vous y êtes comme les 10 millions de Français qui "vivent" sous le seuil de pauvreté. Vous cherchez du travail, un job, du boulot, juste pour mettre un peu de margarine sur vos bintjes. Vous avez traversé la rue. Rien. France Travail. Que dalle. Petites annonces, nada. Las, vous essayez la petite boîte du coin. Merde ! (mot à prononcer facultativement - mais ça fait du bien), ils ont du taf. Ils vous demandent juste si vous avez la qualification et/ou l'expérience requises...

Vous dites oui, les yeux dans les yeux du DRH. Bon c'est pas tout à fait vrai mais, comme disait Socrate, "Un homme qui a faim n'examine pas la sauce".

Un jour, un obscur scribouillard chargé de passer tous ces papiers au détecteur de mensonges, s'aperçoit de la supercherie. Vous êtes viré. Retour aux patates, sans margarine.

Imaginez. Là, c'est le monde caviar-dom Pérignon. Vous vous appelez Lecornu, et sur votre carte de visite, il est noté : 1er Ministre. Ça le fait.

Un journaliste de Mediapart, islamo-gauchiste de tradition, wokiste de vocation, lève un lièvre. Contrairement à ce qu'il a déclaré, ce Lecornu qui fut, tour à tour, ministre de la Transition écologique, ministre chargé des Collectivités Territoriales, ministre de l'Outre-mer, puis ministre des Armées et enfin le Premier des ministres, a menti et s'est fabriqué un pedigree. Il n'a jamais obtenu de master de droit public, contrairement à ce qu'il prétendait.

A-t-il été viré ? Que nenni. Il a reconnu. Il est pardonné. Des remords ? Pas le moins du monde. Il paraît même que dans le Who's Who, le faux diplômé persiste et que son faux master y figure encore.

On est tout de même inquiet, que peut bien valoir la parole d'un 1er ministre, hier ministre des Armées, qui nous ment depuis 2016 ? Et qu'est-ce que cela peut bien nous apprendre sur les qualités profondes de cet homme ?

Mentir, paraît-il, est le talent de ceux qui n'en ont pas...

Rachid R. 22 septembre 2025



FORTE MOBILISATION À BURE CONTRE LE NUCLÉAIRE ET SES DÉCHETS

Samedi 20 septembre à Bure, la manifestation intitulée "Manif du futur" a réuni plus de 1500 personnes malgré un déploiement policier colossal et les déclarations va-t-en guerre du préfet. Des collectifs citoyens, des associations écologistes, anti-nucléaires et des habitants locaux sont venus dénoncer ce dangereux projet d'enfouissement des déchets nucléaires de très haute activité, hyper-radioactifs, qui vont empoisonner sols et eaux pendant 100 000 ans. Depuis les années 1950, les déchets radioactifs s'accumulent en France sans solutions pour les retraiter. Dans l'Aube à Morvilliers et Soullaines-Dhuys, à La Hague (Manche), Marcoule (Gard) et Cadarache (Bouches-du-Rhône). À Bure ce sont 83 000 m³ de déchets, produits dans le siècle à venir, en France et dans le monde, qui doivent y être enfouis (soit l'équivalent de 22 piscines olympiques).

Cigéo est une vision à court terme pour gérer les déchets de l'ère nucléaire dont on ne sait pas quoi faire. Les cacher sous terre et les enterrer n'est pas la solution.

Malgré les milliards dépensés en 35 ans pour acheter les consciences en Meuse et en Haute-Marne, les manifestants ont réaffirmé les possibilités d'une vie autre dans ces départements, libérés de l'emprise de l'Andra et de ses déchets toxiques. « Nous ne laisserons pas sacrifier notre région sous le poids de leurs déchets toxiques. Nous défendons un autre avenir, d'agriculture et de forêt, d'activités rurales, fait d'autonomie et de solidarité et nous nous tenons prêts à résister au rouleau compresseur de l'ANDRA qui veut transformer notre territoire en désert. »

NOUVELLE JOURNÉE DE GRÈVE LE JEUDI 2 OCTOBRE

Les huit confédérations syndicales étaient reçues ce mercredi à Matignon. Malgré les journées de mobilisations du 10 et 18 septembre et la censure de François Bayrou, son successeur, Sébastien Lecornu, s'accroche aux mesures contenues dans le budget d'austérité 2026. Forts du résultat de la mobilisation du 18 septembre, les syndicats CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC, Unsa, FSU, Solidaires ont donc arrêté une nouvelle journée de grèves et de manifestations pour le 2 octobre.

« Après la réussite du 18 septembre et l'expression d'attente légitime du monde du travail, nous attendions des réponses claires du Premier ministre. Il n'a apporté aucune réponse claire aux attentes des travailleuses et travailleurs. Pour l'intersyndicale, c'est une occasion manquée », a déclaré Marylise Léon (CFDT) au nom au nom de l'intersyndicale.

« Nous sommes extrêmement en colère qu'un million de personnes qui ont manifesté n'aient aucune réponse précise », a renchéri Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. Le premier ministre « avait annoncé de la rupture et des engagements concrets : il n'y a ni rupture, ni engagement concret. Il y avait trois ministres démissionnaires autour de la table, la situation était assez lunaire ».

Pour rappel, l'intersyndicale dénonce le « musée des horreurs » du budget présenté en juillet par François Bayrou et ses 44 milliards d'euros d'austérité auxquels l'exécutif n'a pas renoncé, en dehors de la suppression initialement envisagée de deux jours fériés.

Ce projet compte notamment une réforme de l'assurance-chômage, le gel des prestations sociales, des salaires des fonctionnaires, la désindexation des pensions de retraite, le doublement des franchises médicales, la remise en cause de la 5e semaine de congés payés ou encore des suppressions de postes dans les services publics et la suppression de l'abattement de 10 % pour les retraités-es...

Avec le journal l'Humanité



Photo JHM

LA SÉCURITÉ SOCIALE A 80 ANS

Chaumont. Près de 200 salariés des organismes sociaux étaient réunis pour former un immense 80, et fêter ainsi la création de la Sécurité sociale, une institution inscrite dans les Jours heureux, le programme du CNR (Conseil National de la Résistance), mise en oeuvre sous l'impulsion du ministre communiste Ambroise Croizat et des militants de la CGT.

À l'heure où la Sécurité sociale est gravement attaquée par le gouvernement et le Medef, cette chaîne humaine des salariés nous rappelle qu'elle est un facteur essentiel de cohésion sociale. Elle repose sur le principe de solidarité garantissant à chacun, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs (Constitution de 1946), la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs, une protection financière contre les aléas de la vie. Une initiative remarquable.